



La démographie de l'Europe du Sud-Est : un déclin inexorable ?

*En déclin démographique depuis une trentaine d'année, les pays d'Europe du Sud-Est (hormis Chypre¹), comme les pays d'Europe Centrale, sont confrontés à un « double déficit de population » (solde naturel **et** solde migratoire déficitaires). Avec des impacts majeurs sur le marché du travail et les finances publiques, cette situation est dramatique en termes de perspectives de croissance de long terme. Les mesures de soutien sont à ce stade insuffisantes pour renverser cette tendance bien installée aux causes multiples.*

1. L'Europe du Sud-Est est confrontée à un déclin démographique inquiétant

En déclin démographique, la Bulgarie, la Roumanie et la Grèce ont connu une forte baisse de leur population depuis 30 ans. Ainsi, entre 1990 et 2021, la Bulgarie a perdu environ un quart de sa population quand la Roumanie a vu le nombre de ses habitants diminuer de 18% en trente ans. Quant à la Grèce, la perte est plus limitée, avec une baisse de 4,6% de la population en vingt ans. **Plus inquiétant, les projections de long terme indiquent que ce déclin devrait perdurer.** La population roumaine devrait diminuer de 6,5 % à l'horizon 2030 et de près d'un tiers à la fin du siècle. La population bulgare pourrait diminuer de 6 % d'ici 2030 et de 31,8 % à l'horizon 2100. La Grèce quant à elle pourrait compter 8,1 M d'habitants en 2100, soit une baisse de 24% par rapport à 2021, contre une baisse de 4,2% par pour l'ensemble de la zone euro.

Les pays de l'Europe du Sud-Est sont en premier lieu confrontés à un solde naturel déficitaire. Avec un nombre de décès supérieur au nombre de naissances² et des taux de fécondité relativement bas, **le renouvellement des générations n'est pas assuré.** La Bulgarie affiche le taux de mortalité le plus élevé (2,17% en 2021) et l'espérance de vie (71,4 ans) la plus faible de l'UE. De même, pour la Grèce l'indicateur de fécondité est en baisse de plus de 6% au cours de la dernière décennie (s'élevant à 1,39 contre 1,5 pour l'UE) et le pays présente un des taux bruts de natalité les plus faibles d'Europe (0,8%)³ et un taux brut de mortalité (1,35% en 2021) supérieur à la moyenne

¹ Voir annexe dédiée à l'exception démographique chypriote.

² En 2022, la Roumanie a enregistré 196 858 naissances pour 336 063 décès. En 2021, la Roumanie a enregistré 9,3 naissances et 17,5 décès pour 1 000 habitants.

³ Contre 0,91% pour l'ensemble de l'UE, en baisse de 16,7% par rapport à la décennie précédente.

UE (11,9), en hausse de 17% par rapport à 2011. Par contraste, la situation de la Roumanie apparaît moins inquiétante en raison du taux de fécondité relativement (mais insuffisant) élevé⁴ du pays.

[De plus, une émigration importante a pénalisé le tissu productif au cours des dernières décennies sans que les flux d'immigration n'aient compensé cette saignée démographique.](#) La Roumanie et la Bulgarie ont connu un flux massif et régulier d'émigration depuis trente ans. Le nombre total d'émigrés bulgares⁵ depuis la chute du régime communiste est évalué à environ 1 M de personnes quand les autorités roumaines évaluent à 4M le nombre de Roumains de la diaspora. En Grèce, une **vague massive d'émigration** plus récente (environ 500 000 Grecs ont quitté le pays au cours de la crise⁶), qualifiée de « *brain drain* », a **touché principalement les personnes jeunes et hautement qualifiées**. Une partie substantielle des travailleurs étrangers a elle-même quitté le pays (à la différence de la Roumanie et de la Bulgarie, la Grèce a accueilli d'importants flux d'immigration, notamment d'Albanais).

2. Ce déclin démographique a des conséquences majeures sur le marché du travail, les finances publiques et les perspectives de croissance à long terme

[Le déclin démographique accentue les tensions sur le marché du travail.](#) **En Roumanie et en Bulgarie, la baisse de population accroît les problèmes de disponibilité de la main d'œuvre⁷.** En Roumanie, le coût horaire du travail a doublé en 10 ans alors que le salaire net moyen a triplé, ce qui conduit à élever les prix à la production (+124,4 % depuis 2015, soit la plus forte hausse enregistrée en Union européenne). De même en Bulgarie, ces tensions démographiques⁸ se répercutent sur un marché du travail tendu avec un taux de chômage faible (5 %) et des salaires qui croissent plus vite que la productivité. **La situation de la Grèce est différente avec un taux de chômage qui demeure élevé** (autour de 12%, soit le taux le plus élevé de la zone euro après l'Espagne) **et un taux d'emploi faible⁹ malgré le nombre élevé d'emplois (400 000) qui seraient à pourvoir.**

[L'impact sur les finances publiques et les dépenses sociales est majeur.](#) **Le vieillissement de la population, qui entraîne une diminution du nombre d'actifs par rapport au nombre de retraités, a un impact négatif sur les systèmes de retraite des pays.** Ainsi, en Roumanie, les dépenses de retraites¹⁰ pourraient notamment s'élever

⁴ Après être passé sous le seuil de renouvellement des générations en 1990 et avoir atteint un point bas de 1,27 en 2001, le nombre moyen d'enfants par femme s'est progressivement redressé pour atteindre 1,8 en 2021.

⁵ Si le solde net migratoire s'améliore globalement depuis 2019, il reste négatif pour les tranches d'âge 15-19 ans, 20-24 ans et 25-29 ans

⁶ Le flux annuel d'émigration est passé de 28 301 personnes en 2010 à 65 264 en 2012, avant de reculer juste au-dessous des 50 000 pour la première fois en 2018, pour ensuite graduellement diminuer (33 529 en 2020).

⁷ Le taux d'emploi de la population active roumaine est passé de 53,9 % en 2009, à 67,1 % en 2021.

⁸ Le taux de remplacement démographique - rapport entre les 15-19 ans et les 60-64 ans - est passé de 123 en 2002 à 69 en 2021.

⁹ La participation des femmes au marché du travail demeure limitée (52,7% de la population totale âgée de 20 à 64 ans, contre 72,5% pour les hommes). A noter le manque de services de garde d'enfants et de soins aux personnes âgées abordables et de qualité ainsi que la réticence des employeurs à embaucher des femmes en âge de procréer (30-39 ans).

¹⁰ Une réforme des retraites est comprise dans le PNRR afin de stabiliser ces dépenses sous la barre des 9,4 % du PIB, notamment en remettant en cause les pensions spéciales dont profitent, entre autres, les militaires et policiers.

à 10,3 % du PIB en 2030 et atteindre 12,8 % en 2050. En Bulgarie, la population âgée de plus de 64 ans pourrait passer de 22% en 2021 à 30 % en 2050, posant le problème du financement du régime de retraite¹¹. En Grèce, toutes choses égales par ailleurs, le taux de remplacement brut des pensions de vieillesse devrait diminuer à 56% en 2060 contre 69% en 2019 pour tenir du vieillissement de la population. Par ailleurs, le vieillissement de la population devrait conduire à une baisse des recettes fiscales - en raison de la baisse de la population active - et d'une hausse des dépenses de santé.

Les effets de la démographie sur la croissance de long terme sont dramatiques. Alors que la contribution du facteur travail à la croissance du PIB potentiel est aujourd'hui limitée (apport nul du facteur travail à la croissance potentielle bulgare en 2021), les tendances de long terme sont particulièrement préoccupantes. Pour illustration, la Grèce de 2100 verrait son PIB baisser de 31% par rapport en 2019 avec une baisse de 48% du nombre d'emplois et de 19% des recettes fiscales. Au final, le PIB par habitant diminuerait de 10%.

3. Les solutions esquissées ne sont à ce stade pas à la hauteur pour renverser ces tendances de long terme

Les mesures de soutien à la natalité sont trop modestes pour permettre de renverser cette tendance au déclin démographique. Alors que les effets d'une relance de la natalité pourraient être théoriquement importants et que les questions démographiques ont pu être identifiées comme des priorités nationales¹², les mesures prises¹³ ont pour le moment échoué à relancer la natalité dans la perspective d'assurer le renouvellement des générations.

Un recours incertain à l'immigration. Alors que l'ouverture à l'immigration des pays d'Europe du Sud-Est pourraient permettre d'enrayer en partie leur déclin démographique¹⁴, des réticences rendent à ce stade cette option difficilement envisageable. La Roumanie commence néanmoins à s'ouvrir à l'immigration de travail extra-européenne en augmentant les quotas de permis de travail¹⁵. Les autorités visent plutôt à encourager le retour des diasporas, avec des résultats pour le moment limités. Ainsi, le gouvernement roumain a élargi progressivement le recours à l'immigration auprès des enfants de la diaspora et des communautés

Cependant, cette réforme se heurte à l'opposition du PSD, membre de la coalition au pouvoir. Par ailleurs, la réforme doit faire face à l'opposition d'une partie de la population et ne devrait pas être menée avant les nombreuses échéances électorales de 2024.

¹¹ Ce dernier est composé de trois piliers et combine les deux grands principes de répartition et de capitalisation.

¹² Il existe par exemple depuis 2014 en Bulgarie un Conseil national pour la politique démographique placé auprès du Conseil des ministres

¹³ En Bulgarie, le montant de la réduction d'impôt sur le revenu a été augmenté de 20 BGN par enfant/an en 2020 à 450 BGN en 2021 et à 600 BGN en 2022. Les crèches et les écoles maternelles publiques sont gratuites pour tous les enfants depuis le 1er avril 2022.

¹⁴ L'effet positif correspondant d'une immigration plus élevée est estimé à 7% du PIB en Grèce d'ici 2100.

¹⁵ Alors qu'ils étaient limités à 25 000 en 2020, le pays en a accordé 140 000 en 2022 et accroît ses relations bilatérales afin de favoriser l'immigration des travailleurs en provenance d'Asie du Sud-Est.

roumanophones de Moldavie et d'Ukraine, qui peuvent obtenir la nationalité. En Bulgarie, en dépit des mesures prises, le retour envisagé des émigrés bulgares ne s'est pas concrétisé ni le recours à une immigration qualifiée¹⁶.

[Au final, les pays de la région sont confrontés à des obstacles structurels dont la levée exigerait une remise à plat de certains choix stratégiques.](#) Afin d'enrayer leur déclin démographique, les pays devront réformer des secteurs clés (santé, éducation) et développer des services jusqu'ici embryonnaires (crèches) *via* des investissements majeurs. La mise en œuvre d'un tel programme d'investissement se heurte toutefois à des freins tels que la réticence à l'emprunt et à l'impôt (Bulgarie et Roumanie) ou inversement à un endettement déjà très élevé (Grèce).

¹⁶ Le 19 janvier 2023, le parlement a adopté des modifications de la Loi sur la migration et la mobilité de la main d'œuvre afin de faciliter l'accès au marché de spécialistes hautement qualifiés citoyens de pays hors UE.

Annexes

Annexe 1 : Prévisions d'évolution de la population des pays de l'UE entre 2020 et 2050

Prévision d'évolution de la population entre 2020 et 2050 (en rouge, pays de la zone du SER)	
Malte	31,8%
Irlande	25,1%
Luxembourg	22,8%
Suède	18,7%
Chypre	17,9%
Autriche	5,0%
Danemark	4,9%
Espagne	4,3%
Pays-Bas	4,2%
France	4,2%
Belgique	3,6%
Allemagne	-0,6%
République tchèque	-1,5%
Slovénie	-2,5%
Italie	-3,6%
Finlande	-4,3%
Hongrie	-5,1%
Estonie	-5,5%
Slovaquie	-5,7%
Portugal	-8,9%
Pologne	-10,1%
Grèce	-11,2%
Croatie	-16,4%
Bulgarie	-18,6%
Roumanie	-19,6%
Lituanie	-23,5%
Lettonie	-26,9%

Source : Eurostat

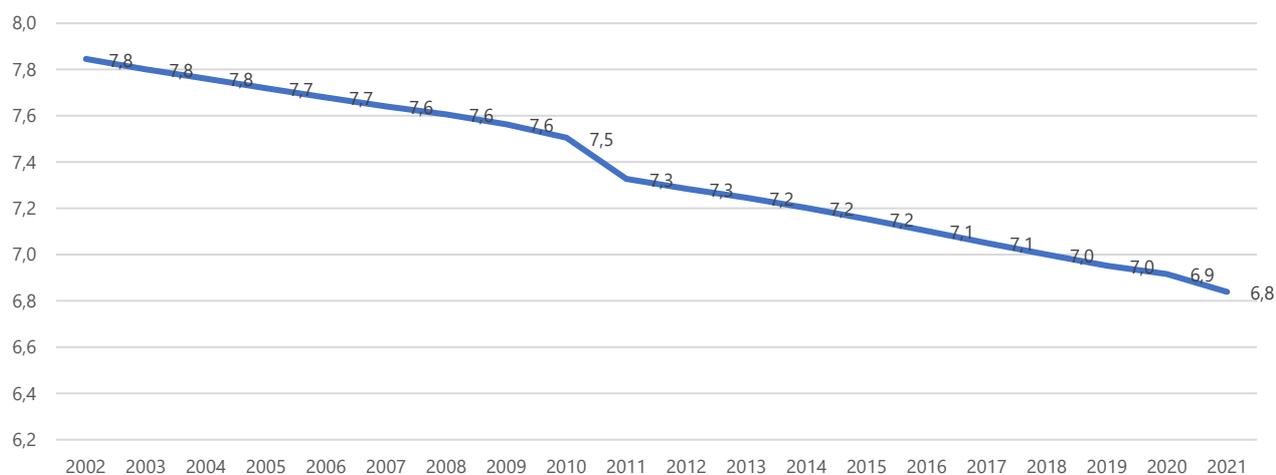
Annexe 2 : situation démographique de la Bulgarie

	2021	2022 (p)	2023 (p)	2024 (p)	2025 (p)
Croissance du PIB (%)	4,2*	2,6	2,8	3,6	3,4
Croissance du PIB potentiel (%)	1,8	2	2,6	2,8	2,8
Contributions :					
- <i>travail</i>	0	0,2	0,5	0,5	0,3
- <i>capital</i>	0,5	0,7	0,9	1	1,2
- <i>productivité totale des facteurs</i>	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3

Source : Programme de convergence 2022-2025, mai 2022

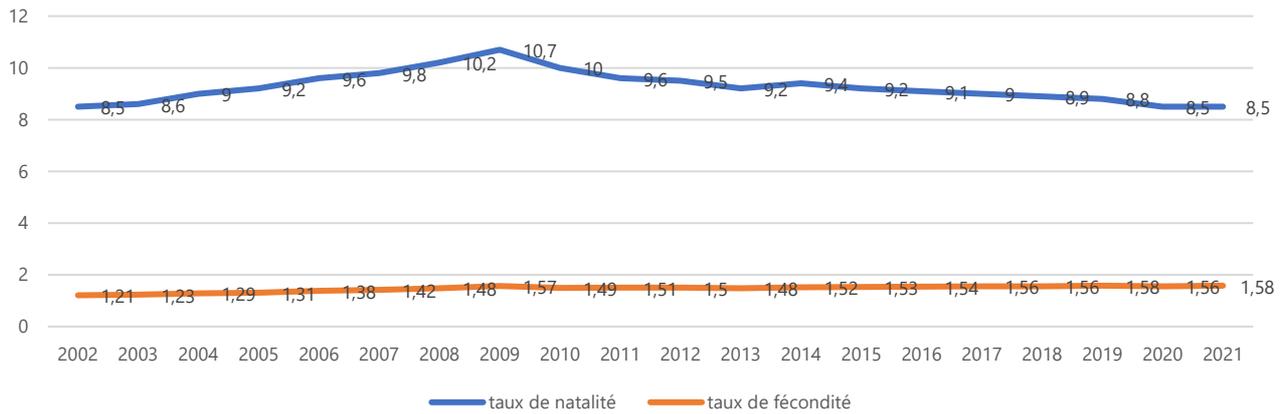
*la croissance du PIB en 2021 a été revue à la hausse en octobre 2022 à 7,6 %.

Population de la Bulgarie en millions d'habitants



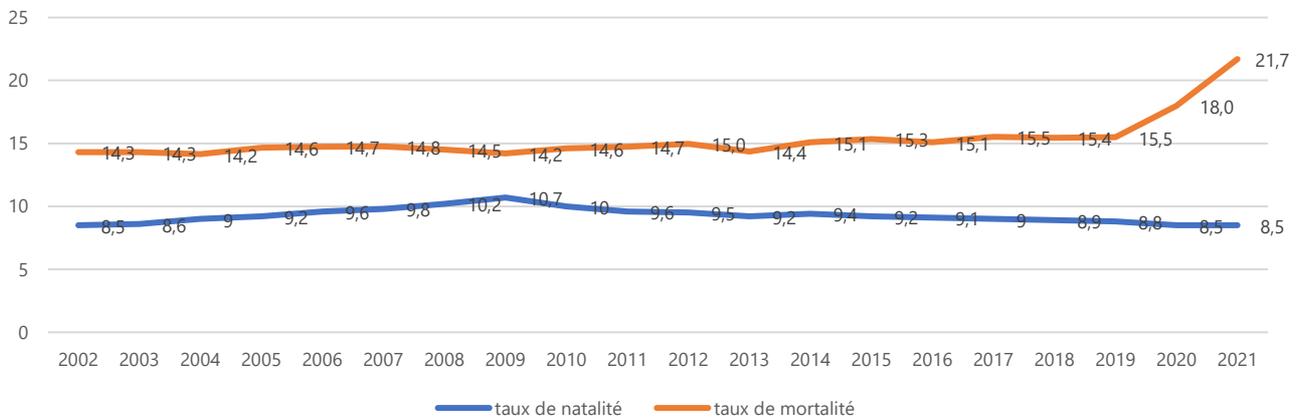
Source : INS

Taux de natalité (‰) et taux de fécondité (nombre d'enfants/femme) de la Bulgarie



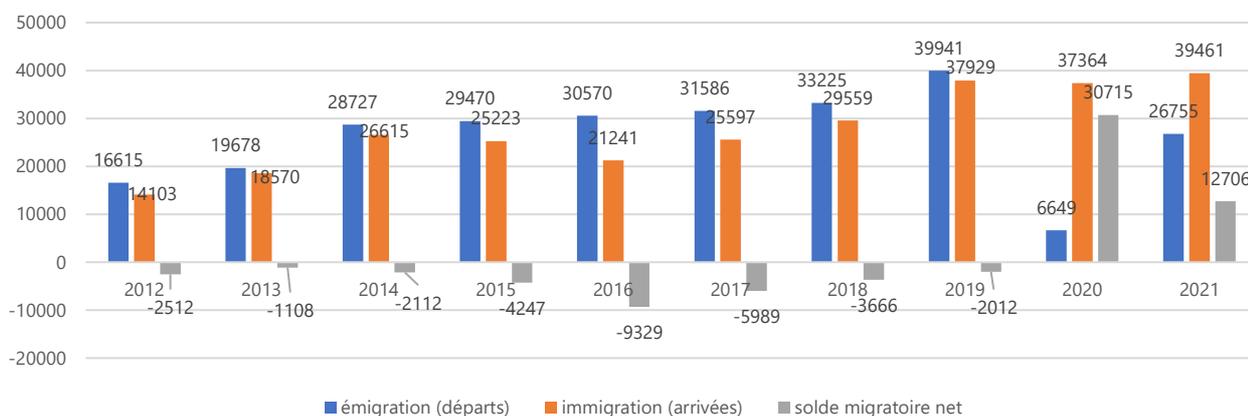
Source : INS

Taux de natalité et taux de mortalité en Bulgarie (en ‰)



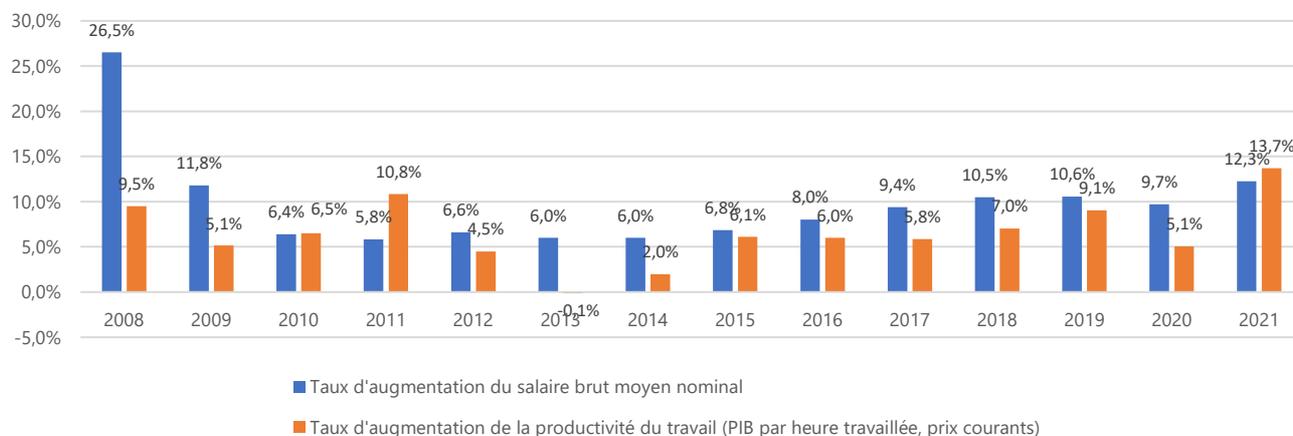
Source : INS

Solde migratoire net de la Bulgarie



Source : INS

Taux d'augmentation des salaires et de la productivité en Bulgarie



Source : INS

Annexe 3 : situation démographique de Chypre¹⁷

L'accroissement de la population chypriote ces dernières années est principalement liée à la composante migratoire. Cette dernière constitue un défi majeur pour l'économie chypriote, tant en termes de coût pour les finances publiques que d'intégration sur le marché du travail et dans la société.

Evolutions des principales variables démographiques entre 2019 et 2070

Demographic variable	2019	2030	2040	2050	2060	2070	Peak value	Peak year*	Change 2019-70
Population (thousand)	882	966	1,015	1,048	1,075	1,099	1,099	2070	217
Population growth rate	1.3	0.7	0.4	0.3	0.3	0.2	1.3	2019	-1.2
Old-age dependency ratio (pop 65+ / pop 20-64)	26.2	33.0	35.6	38.8	45.3	50.7	50.7	2070	24.6
Old-age dependency ratio (pop 75+ / pop 20-74)	9.6	13.8	17.1	17.9	20.2	24.7	24.7	2070	15.2
Ageing of the aged (pop 80+ / pop 65+)	22.9	28.2	34.5	35.8	34.4	38.7	38.7	2070	15.8
Men - Life expectancy at birth	80.8	82.1	83.3	84.5	85.6	86.6	86.6	2070	5.8
Women - Life expectancy at birth	85.1	86.1	87.2	88.3	89.3	90.2	90.2	2070	5.1
Men - Life expectancy at 65	19.2	20.1	21.0	21.9	22.7	23.5	23.5	2069	4.3
Women - Life expectancy at 65	22.1	22.9	23.8	24.7	25.6	26.4	26.4	2070	4.3
Men - Survivor rate at 65+	90.8	92.1	93.1	93.9	94.7	95.3	95.3	2070	4.5
Women - Survivor rate at 65+	95.1	95.7	96.2	96.7	97.1	97.4	97.4	2070	2.3
Men - Survivor rate at 80+	65.5	69.9	73.5	76.7	79.5	82.1	82.1	2070	16.5
Women - Survivor rate at 80+	78.5	81.7	84.2	86.4	88.3	89.9	89.9	2070	11.4
Net migration (thousand)	7.8	3.4	3.0	2.7	2.4	2.3	7.8	2019	-5.5
Net migration over population change	0.7	0.5	0.8	0.9	0.9	1.2	1.2	2070	0.5

* Peak year represents the year in which the particular variable reaches its maximum over the projection period 2019 to 2070.

Source : [Cyprus Country Fiche on public pensions for the 2021 Ageing Report](#), Commission Européenne

Selon les résultats préliminaires du dernier recensement, la population de la République de Chypre atteignait 918 100 personnes fin 2021¹⁸, en hausse de 9,2% par rapport à 2011 (840 400). La population est principalement concentrée dans les districts de Nicosie (38% du total) et de Limassol (28%). Plus marginalement, 17% des chypriotes résident dans celui de Larnaka, 11% dans celui de Paphos et 6% dans celui d'Ammochostos. La population a progressé dans l'ensemble des districts de manière plutôt uniforme, avec un pic à Paphos (+15,4%). En outre, 67,4% de la population est considérée comme en âge de travailler (15-64 ans), tandis que les populations

¹⁷ La République de Chypre, membre de l'UE, n'exerce son autorité que sur la partie Sud de l'île, séparée depuis 1974 de la République turque de Chypre-Nord (RTCN, autoproclamée et reconnue seulement par Ankara) par la Ligne verte, zone démilitarisée contrôlée par l'ONU. Dans cette note seule est prise en compte la population de la République de Chypre.

¹⁸ La [Banque Mondiale](#), qui prend en compte l'ensemble de l'île de Chypre (RTCN incluse), recense 1,24 M d'habitants en 2021.

jeunes (15,9%) et âgées (16,7%) sont relativement identiques en proportion du total. Enfin, 193 330 résidents, soit 21,1% de la population, sont de nationalité étrangère. La plus forte concentration de la population étrangère se situe dans le district de Paphos, où 38% de la population n'est pas d'origine chypriote (contre 20,5% à Limassol, district qui se situe en 2^{nde} position).

[Le taux de fécondité est relativement faible, se situant à 1,36 enfant par femmes en 2020 contre une moyenne européenne à 1,50 cette même année.](#) Le [taux de fécondité](#) a néanmoins progressé légèrement par rapport à 2018, où il atteignait 1,32 enfant par femmes. A l'entrée de Chypre dans l'UE (2004), ce taux était d'environ 1,50 enfant par femmes.

[Le taux de mortalité à Chypre est aussi faible, se situant en dessous de la moyenne de l'UE, bien qu'il soit en légère progression ces dernières années.](#) Il atteignait ainsi 7,9 ‰ en 2021, contre une moyenne de 11,9 ‰ dans les pays de l'UE. Depuis 2010 et jusqu'en 2018, celui-ci était régulièrement en dessous de 7,0 ‰. En outre, [l'espérance de vie à la naissance](#) atteint 82,4 ans en 2020, soit deux ans de plus que la moyenne UE (80,4 ans). L'écart entre les hommes (80,4 ans) et les femmes (84,4 ans) est de quatre ans.

[L'accroissement de la population chypriote s'explique principalement par l'afflux de population immigrée dans le pays.](#) Après avoir connu une première vague migratoire importante suivant son entrée dans l'UE¹⁹, le pays a connu une chute de près de 3% de sa population en 2 ans suite à la crise bancaire de 2012-2013. Depuis 2016 en revanche, le solde migratoire est de nouveau excédentaire et en croissance continue, atteignait +8 797 arrivées nettes dans le pays en 2019, contre un solde naturel de +3 309 personnes. En moyenne, sur les 3 années précédant la crise covid, le solde migratoire contribuait ainsi à hauteur de 70% de la croissance de la population.

[La croissance de la population immigrée émane en partie d'une immigration qualifiée mais aussi et surtout de l'afflux de réfugiés en provenance de pays du Moyen-Orient en crise](#) (Syrie notamment). En 2019, les adultes dans la tranche d'âge 20-44 ans en provenance de pays non-européens représentaient 42% du flux de population immigrée sur l'année (26 170 personnes). Selon les autorités, environ 5% de la population chypriote serait aujourd'hui constituée de demandeurs d'asile, Chypre détenant ainsi le deuxième taux le plus élevé de primo-demandeurs d'asile dans l'UE, derrière l'Autriche.

[L'augmentation des demandes d'asile a notamment mis à l'épreuve les capacités d'accueil du pays, révélant son déficit d'infrastructures \(centres d'accueil, d'hébergement et de détention\) et son besoin d'investissement.](#) La Commission Européenne²⁰ estimait ainsi à 178 M€ l'enveloppe supplémentaire dégagée par les autorités pour la création d'infrastructures en 2020²¹, tandis que 38 M€ ont également été fléchés vers des aides alimentaires et au logement. Au total, ces dépenses représentent près de 1 point de PIB.

[L'absorption et l'intégration de cette population immigrée constitue un défi majeur pour l'économie chypriote.](#) La faiblesse des politiques d'intégration des populations immigrées à Chypre se traduit par un classement peu flatteur (43^e sur 56) au sein du [Migrant Integration Policy Index](#) (MIPEX) de l'OCDE. Cette dernière souligne notamment les nombreux obstacles pour les citoyens non-européens, qui se voient refuser des droits

¹⁹ Solde migratoire net excédentaire de plus de 10 000 personnes par an entre 2006 et 2011, contre un solde aux alentours de 5 000 personnes auparavant.

²⁰ « [Cyprus' ongoing migration challenge](#) », *European Social Policy Network Flash Report*, Janvier 2022.

²¹ En sus des 117 M€ de fonds européens prévus à cet effet sur la période 2014-2020.

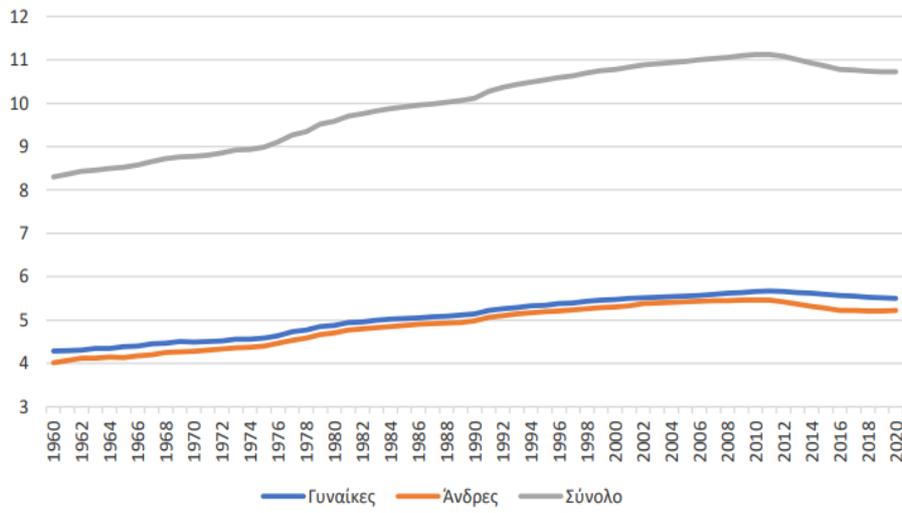
fondamentaux et sont exclus de nombreuses opportunités en termes d'accès à l'éducation et à la santé. L'intégration sur le marché du travail est également déficiente dans un pays qui connaît pourtant des tensions dans secteurs clefs comme l'hébergement-restauration.

[Jusqu'ici, seul un plan national pour l'intégration des migrants a été lancé en 2021 pour traiter cette problématique.](#) Appuyé par la DG REFORM et cofinancé par le [Fonds européen pour l'asile, la migration et l'intégration](#), il doit permettre de faciliter l'intégration sociale et l'employabilité des migrants sur la période 2021-2027.

Au-delà de l'absorption des flux migratoires, Chypre devrait connaître un phénomène de vieillissement de sa population. La Commission Européenne projette notamment un ratio de dépendance de la population âgée (pop 65+ / pop 20-64 ans) de 50,7% en 2070 contre 26,2% en 2019. Le rythme de vieillissement anticipé est cependant soumis à l'hypothèse d'une forte réduction des flux migratoires par rapport à leur tendance historique. Dans ce cas, les dépenses publiques allouées aux retraites devraient grimper de près de 2 points de PIB pour s'établir à 10,9% du PIB en 2070, contre 8,8% aujourd'hui.

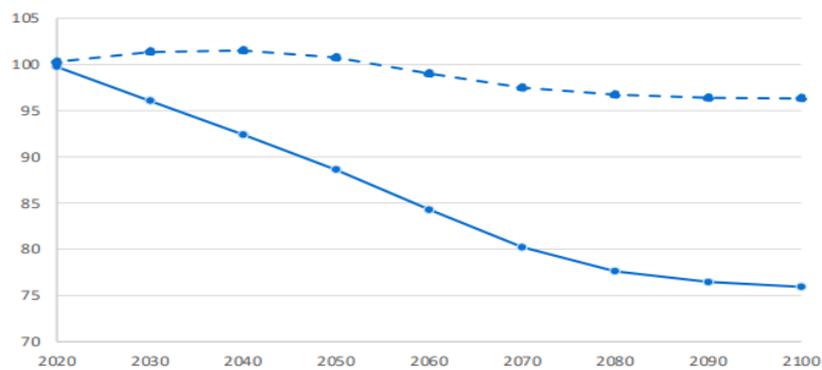
Annexe 4 : situation démographique de la Grèce

Graphique : Evolution de la population de la Grèce par sexe 1960 – 2020 (en M personnes)
(Femmes : en bleu ; Hommes : en orange ; Total : en gris)

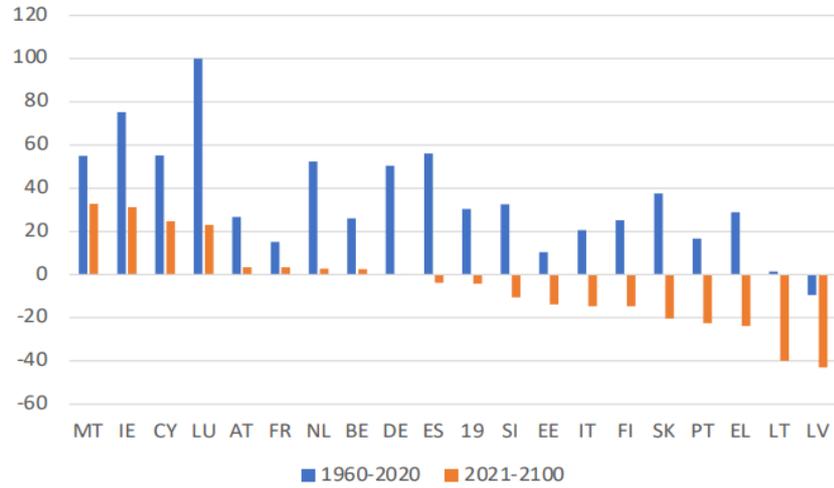


Source : Eurostat – Données DEMOPOP

Graphique : Projection de l'évolution démographique en % pour la période 2020 – 2100 (2020=100)
(Zone euro : ligne pointillée ; Grèce : ligne continue)



Graphique : Evolution démographique des pays de la zone euro en % pour les périodes 1960-2020 et 2021 – 2100(p)



Source : Eurostat

Graphique : Grèce & UE - Indicateur de fécondité



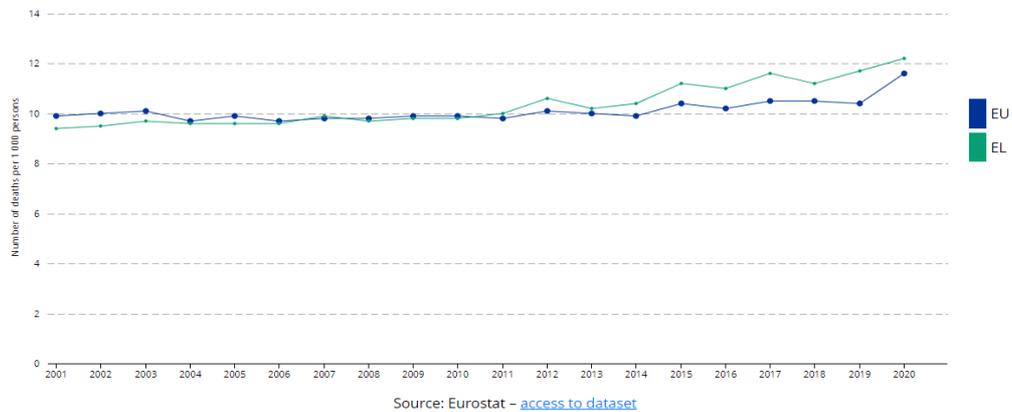
Source: Eurostat - [access to dataset](#)

Graphique : Grèce & UE - Taux brut de natalité

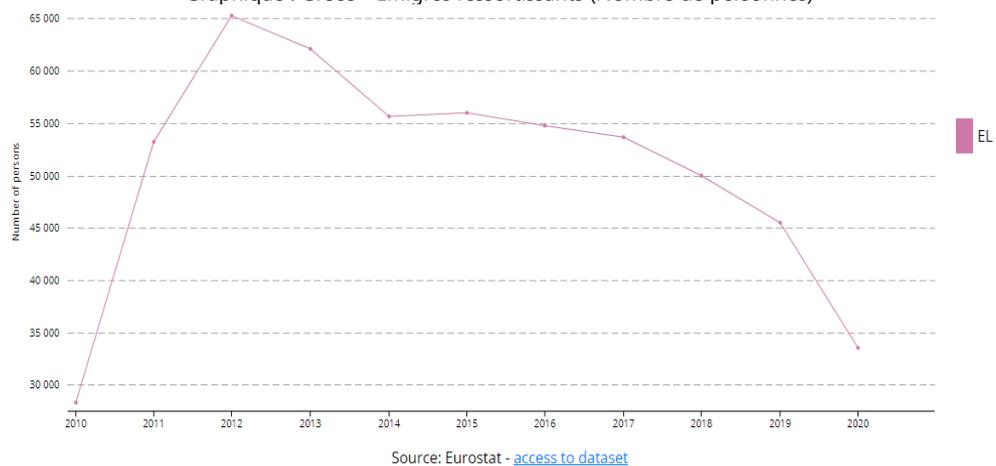


Source: Eurostat - [access to dataset](#)

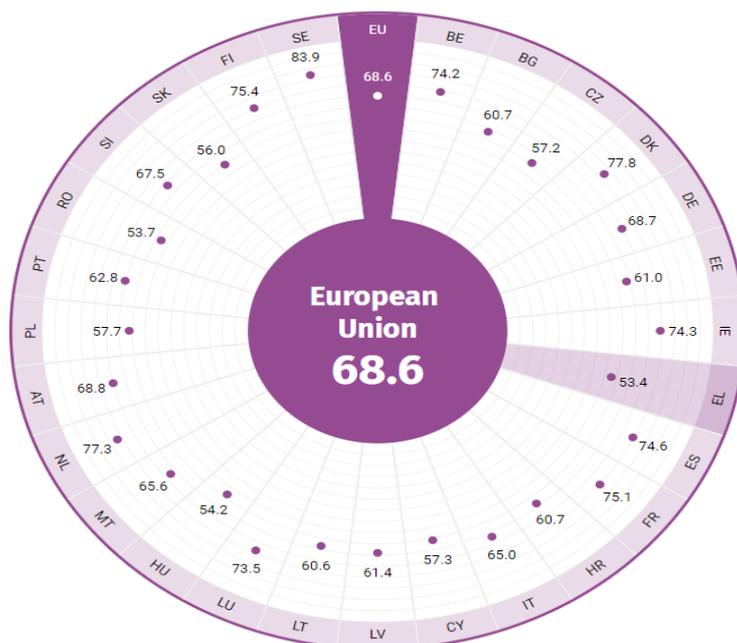
Graphique : Grèce & UE - Taux brut de mortalité



Graphique : Grèce - Emigrés ressortissants (Nombre de personnes)

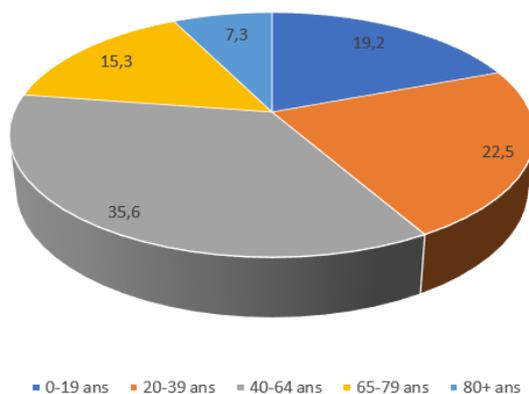


Graphique : Indice d'égalité entre les femmes et les hommes (de 1 à 100)²²en 2022



Source : Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE)

Graphique : Grèce – Part (%) de la population totale par tranche d'âge



Source : Eurostat

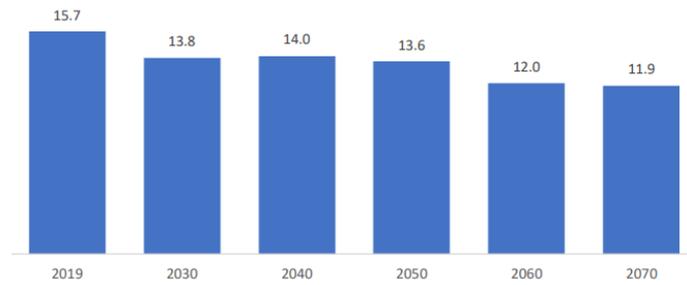
Tableau : Grèce - Écart de production (%) par rapport au PIB potentiel

2004-08	2009-13	2014-18	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
0,4	-13,4	-13,7	-7	-14,6	-5,3	-2,4	-0,3

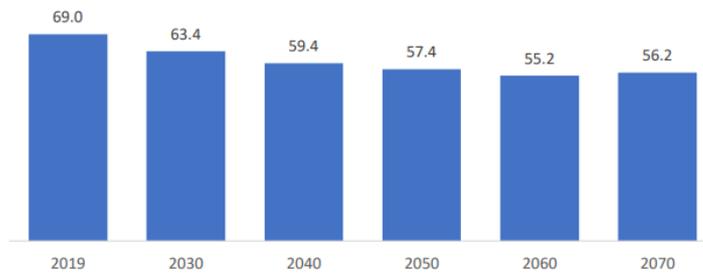
Source : [Prévisions économiques de l'automne 2022](#), Commission européenne

²² Une note de 100 signifierait qu'un pays a atteint la pleine égalité entre les femmes et les hommes.

Graphique : Grèce – Estimation des dépenses publiques de retraite (en % du PIB)



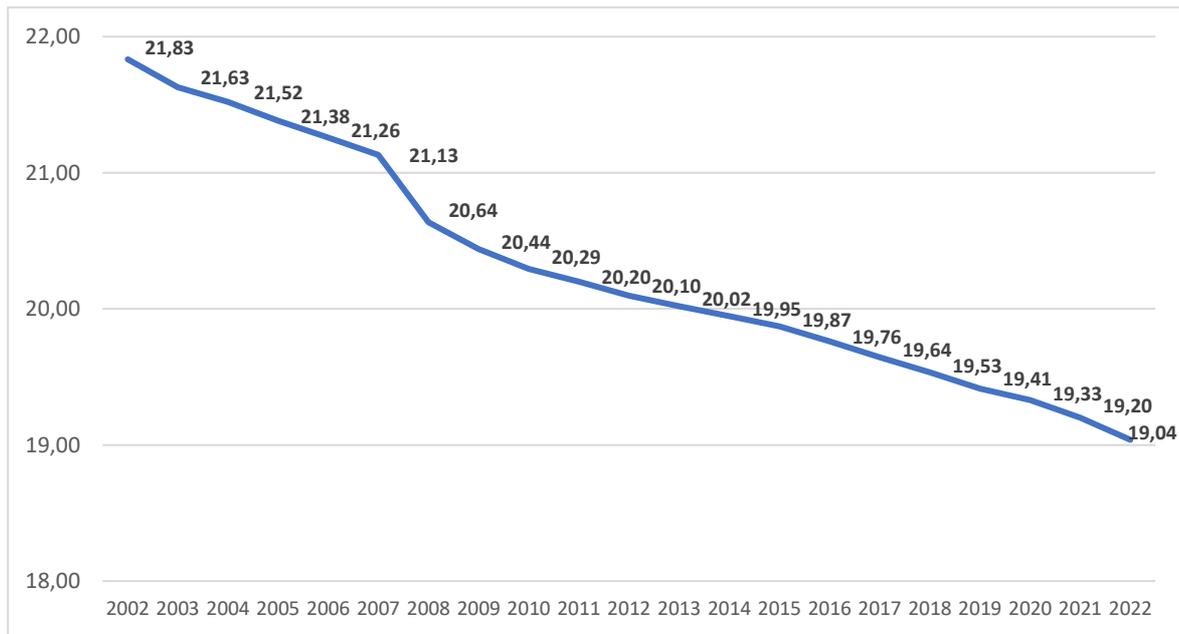
Graphique : Grèce – Estimation du taux de remplacement brut de la pension de vieillesse (en % du dernier salaire avant la retraite)



Source : Ageing Working Group Report 2021, Commission européenne

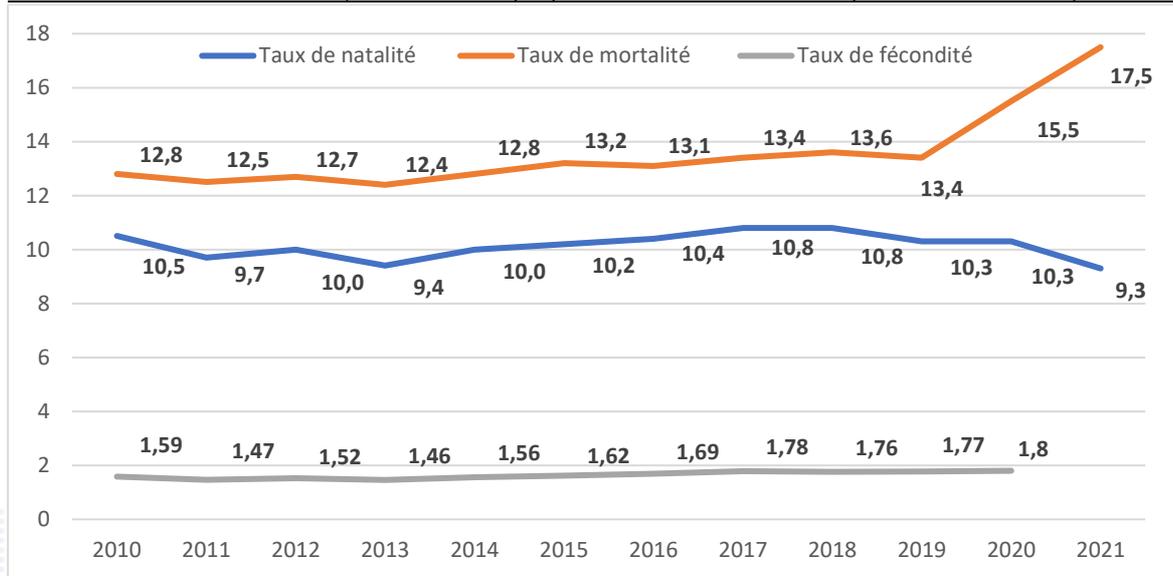
Annexe 5 : situation démographique de la Roumanie

Evolution de la population roumaine (en millions d'habitants)



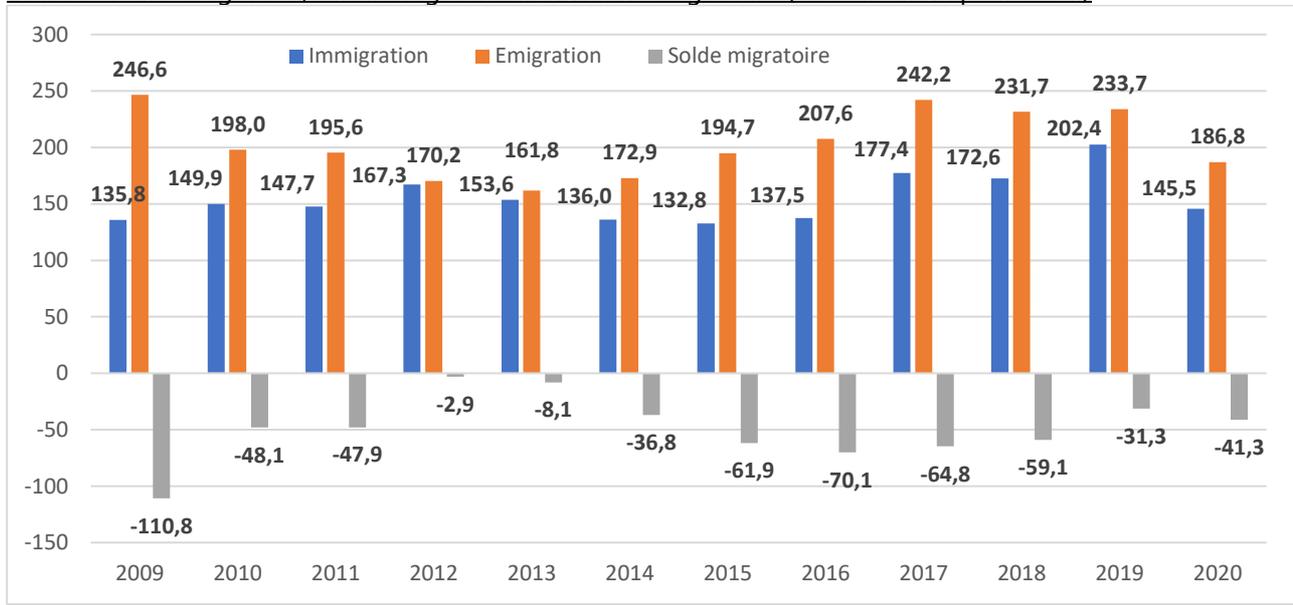
Source : Eurostat

Evolution du taux de natalité, de mortalité (%) et du taux de fécondité (nombre d'enfants / femme)



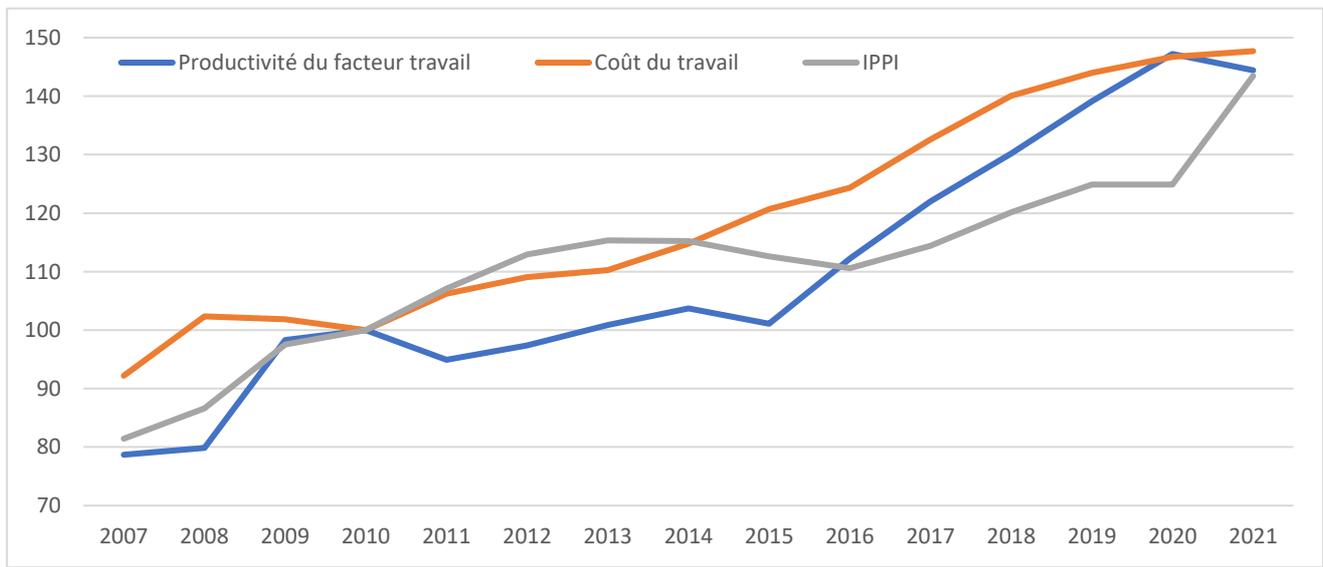
Source : Eurostat

Evolution de l'émigration, de l'immigration et du solde migratoire (en milliers de personnes)



Source : Eurostat

Evolution du coût horaire moyen du travail, de la productivité du facteur travail et de l'Indice des Prix à la Production Industrielle (indice base 100 en 2010)



Source : Eurostat

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international